

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

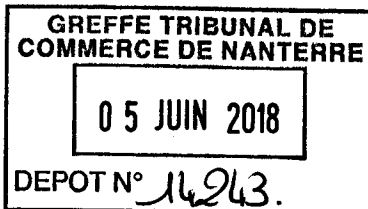
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 11476

Numéro SIREN : 535 010 276

Nom ou dénomination : STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 05/06/2018 sous le numéro de dépôt 14243



Bilan - Actif

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	264 253	140 608	123 645	194 821
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	28 402	6 070	22 332	16 102
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	213 097 636	18 992 606	194 105 029	201 205 685
Installations techniques, matériel, outillage	6 955 594	1 849 220	5 106 374	5 751 207
Autres immobilisations corporelles	2 106 789	390 462	1 716 327	1 832 847
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	106 988 501		106 988 501	109 815 195
ACTIF IMMOBILISE	329 441 176	21 378 966	308 062 209	318 815 858
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	13 813		13 813	42 579
Avances et acomptes versés sur commandes	23 901		23 901	8 448
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	61 362 425	373 022	60 989 403	64 929 249
Autres créances	792 265		792 265	1 196 240
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 663 051		2 663 051	2 163 652
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	22 449		22 449	62 913
ACTIF CIRCULANT	64 877 903	373 022	64 504 882	68 403 081
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	394 319 079	21 751 988	372 567 091	387 218 939

Copie certifiée conforme

h

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 9 941 027)	9 941 027	9 941 027
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-7 231 861	-3 939 499
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-3 339 246	-3 292 362
Subventions d'investissement	68 333 333	70 833 333
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	67 703 254	73 542 499
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	734 379	492 008
Provisions pour charges		
PROVISIONS	734 379	492 008
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	107 557 783	110 450 387
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	6 017 479	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	25 726	28 018
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 153 699	2 616 973
Dettes fiscales et sociales	28 720 288	30 109 048
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 205	78 019
Autres dettes	2 091 012	6 800 034
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	157 542 267	163 101 952
DETTES	304 129 459	313 184 432
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	372 567 091	387 218 939

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	19 741 363		19 741 363	19 206 186
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	19 741 363		19 741 363	19 206 186
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 185 203	1 086 860
Autres produits			74	5
PRODUITS D'EXPLOITATION			20 926 640	20 293 051
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			130 060	105 723
Variation de stock (marchandises)			28 766	-11 153
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			13 966 715	13 187 947
Impôts, taxes et versements assimilés			632 780	161 534
Salaires et traitements			500 290	523 663
Charges sociales			239 241	388 473
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			8 040 499	8 016 285
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			132 445	956 150
Dotations aux provisions			462 616	323 020
Autres charges			221 289	4 259
CHARGES D'EXPLOITATION			24 354 702	23 655 901
RESULTAT D'EXPLOITATION			-3 428 062	-3 362 850
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			44	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			44	
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 411 228	2 427 402
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 411 228	2 427 402
RESULTAT FINANCIER			-2 411 184	-2 427 402
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-5 839 246	-5 790 252

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 500 000	2 500 165
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		156
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 500 000	2 500 321
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 443
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		156
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 599
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 500 000	2 498 722
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		832
TOTAL DES PRODUITS	23 426 684	22 793 372
TOTAL DES CHARGES	26 765 930	26 085 734
BENEFICE OU PERTE	-3 339 246	-3 292 362

Annexe

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.
Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général N°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation, selon le plan de trésorerie établi, la société SBA sera confrontée à une situation de trésorerie négative non financée à partir du mois de mars 2018. En l'absence d'apport des actionnaires la société ne sera pas en mesure de répondre à ses prochaines échéances. Le procès-verbal du comité de surveillance du 17 novembre 2017, regroupant notamment des représentants des actionnaires, mentionne que les actionnaires accordent un nouvel apport de fonds permettant de répondre à un besoin de 1,5 M€ et que cet apport sera effectif avant la fin du mois de mars 2018. Sur cette base, les comptes ont été établis en appliquant le principe de continuité d'exploitation.

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Coûts d'emprunt

L'option a été prise d'intégrer dans le coût de la construction du stade les frais financiers portés pendant toute la période de la construction. Ces frais sont amortis au rythme de m'immobilisation, soit une durée de 30 ans.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions, mode linéaire :
 - Stade : 30 ans, mode linéaire
 - Equipement (Tv, Écrans géants...) : 10 ans
 - Equipement sportif et pelouse : 12 ans
 - Equipement WIFI HD : 7 ans
 - Mobiliers (Administratif sportif et médias) : 15 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 8 ans ; mode linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire
- * Matériel informatique : 2 à 4 ans linéaire
- * Mobilier : 3 à 5 ans

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Sont inscrits en autres immobilisations financières, le reclassement de la créance R1.1.a détenue sur la ville de Bordeaux pour un montant à l'origine de 114 321 826.54€.

Cette créance a fait l'objet d'une mobilisation Dailly auprès des banques Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local.

Les banques ont opposé une garantie au financement de la cession de la créance professionnelle au moyen d'un accord autonome signé par les parties en date du 28 octobre 2011.

Au cours de l'exercice 2017, 2 826 694 € ont été remboursés aux prêteurs, et le montant de la créance à la clôture est de 106 988 502 €.

La contrepartie financière a été comptabilisée au passif du bilan en emprunt et dette pour le même montant soit, 106 988 502 € en fin d'exercice.

Au fur et à mesure des échéances trimestrielles, la ville verse directement la banque « SMBC » le capital et les intérêts de la créance cédée, et verse à SBA la TVA.

Schéma de comptabilisation Dailly

	411 Ville de Bordeaux	164 Emprunt SMBC (Dailly)	512 Banque SMBC	708 Loyer R1	276 Autres immo financières
Cession de créances avr-15		114 321 827	114 321 827		
Facturation des loyers R avr-15	181 497 543			151 247 952	
Virement poste à poste avr-15	114 321 827				114 321 827
A nouveau 2017	61 771 231	109 815 195			109 815 195
Remboursement emprunt déc-17		2 826 694			
Remboursement int Dai déc-17	2 166 370		2 166 370		
Remboursement TVA déc-17	998 613		998 613		
Loyers constaté d'avanc déc-17				142 988 688	
Solde au 31/12/2017	58 606 248	106 988 501		4 993 064	106 988 501
	661		4455	487	
	Charges financières		État TVA à décaisser	Pdt Constat avance	
Facturation des loyers R avr-15			30 249 590		
A nouveau 2017					
Remboursement int Dai déc-17	2 166 370		28 597 738	142 988 688	
Produit constaté d'avanc déc-17			998 613	142 988 688	
Solde au 31/12/2017	2 166 370		27 599 125	137 995 624	

Stocks de marchandises

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations

fiscales. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du premier entrée, premier sorti (FIFO).

La société SBA à recours à des contrats de partenariat qui lui assurent un prix d'approvisionnement fixe pendant la durée du contrat.

Le stock à la clôture est composé des marchandises achetées auprès de nos partenaires non consommées au 31/12/2017.

Dépréciation des stocks de marchandises

À la clôture de l'exercice, une dépréciation de la valeur du stock est constatée lorsque la valeur d'inventaire des stocks et des en-cours est inférieure à leur valeur d'entrée.

Aucune dépréciation n'est constatée au 31/12/2017.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances brutes figurent à l'actif du bilan pour un montant de 61 362 425 €.

Elles sont principalement composées de la créance de la ville pour sa partie non cédée, dénommée R1.1.b, pour un montant de 58 606 248 € (*cf. schéma comptabilisation Daily page 11*).

Cette créance dont le montant à l'origine de 67 175 716 € a été diminué, conformément à l'échéancier annexé, des paiements intervenus au cours de l'exercice à hauteur de 3 164 983 €.

Les produits excédents l'exercice en cours sont neutralisés au moyen de produits constatés d'avance. (*cf. comptes de régularisation page 14*).

Dépréciation des créances

Les créances liées à des organismes publics ou les créances clients privés grands comptes sont dépréciées de la façon suivante :

- Créances échues depuis moins de 6 mois Appréciation cas par cas
- Créances échues entre 6 et 12 mois 50 %
- Créances échues depuis + de 12 mois 100 %

A la clôture les créances douteuses s'élèvent à 750 626 €, dont 315 137 € facturés à la ville de Bordeaux à l'occasion de l'organisation des matchs de l'Euro 2016. Dans le cadre du litige opposant SBA à la ville sur l'Euro 2016, ces créances ont fait l'objet d'une provision inscrite au bilan pour un montant de 240 114 €.

Sur l'exercice les nouvelles créances douteuses sont principalement liées à la facturation des matchs UBB, dont une partie n'est pas payée à ce jour.

Capital social

Suite à l'intégration de la dette subordonnée en date du 14/12/2015, le capital social s'élève à 9 941 027€. Aucune modification n'est intervenue au cours de l'exercice.

Les actionnaires de SBA sont Fayat SAS à 50% et Vinci Concessions à 50%, depuis que ce dernier a racheté à la société Vinci Construction France les 1% qu'elle possédait.

Subvention d'investissement

La société SBA a reçu une subvention d'investissement de 75 millions d'euros pendant la phase construction. Cette subvention est rapportée au rythme de l'amortissement qu'elle finance, elle est donc reprise au résultat sur la durée du contrat.

Au 31/12/2017, le solde de la subvention est de 68 333 333 € après une reprise annuelle de 2 500 000 €, inscrite en produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés.

Au titre de l'article 11.2.2 du contrat de partenariat signé le 28 octobre 2011, la société SBA reçoit de la ville de Bordeaux une redevance durant la période d'exploitation au titre des gros entretiens et réparations (GER), la redevance R2.

Cette redevance R2 suit un plan de GER annexé au contrat qui prévoit des interventions à partir de la 3^e année d'exploitation (soit le 1^{er} mai 2017).

La société SBA reverse dans le cadre du contrat entretien maintenance (CEM) une partie de cette redevance au mainteneur Vinci énergie (anciennement Vinci Facilities).

Le solde de cette redevance correspond aux travaux assurés par la société SBA. Il fait l'objet d'une dotation au titre des provisions pour grosses réparations.

Conformément au contrat de partenariat, le montant de la provision est versé sur compte ouvert à cet effet auprès de la banque Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe.

La provision s'élève au 31/12/2017 à 734 379 €, après une dotation annuelle de 462 616 €, et une reprise de 220 245 €, liée aux renouvellements effectués dans l'année (changement de pelouse au mois de juillet principalement).

Emprunts et dette financières

Les emprunts au 31/12/2017 s'élèvent à 107 557 783 €, comprenant :

- la contrepartie de la créance financière cédée inscrite en autres immobilisations financières pour un montant de 106 988 502 € (*cf. schéma comptabilisation Dailly page 11*).
- le solde d'un emprunt destiné à financer un investissement supplémentaire (rampes de luminothérapie) pour un montant de 569 281 €.

Compte courant d'associés

Les actionnaires ont en 2015 fait des apports à hauteur de 5 500 000 € en compte courant. Cet apport est rémunéré à 4%.

Les intérêts calculés en 2016 n'ont pas été versés aux actionnaires, mais intégrés en comptes courants, portant leur montant à 5 782 948 €.

Le dépassement de la limite fiscale des intérêts calculés est réintégré au résultat fiscal pour un montant de 137 955 € en 2017.

Dettes fiscales et sociales

Au bilan, le poste des dettes fiscales et sociales s'élève à 29 081 784 € incluant le solde de la TVA des créances R1.1.a, R1.1.b pour 27 599 125 € (*cf. schéma comptabilisation Dailly page 11*).

Comptes de régularisation

Comme évoqué au paragraphe Créances, les produits ne concernant pas l'exercice ont été neutralisés par un produit constaté d'avance de 157 542 267 €.

Ce dernier comprend principalement :

- la créance du loyer R1.1.a, à hauteur de 137 995 625 € (*cf. schéma comptabilisation Dailly page 11*).
- l'avance sur loyer de 20 M€, soit 18 222 222 € au 31/12/2017.

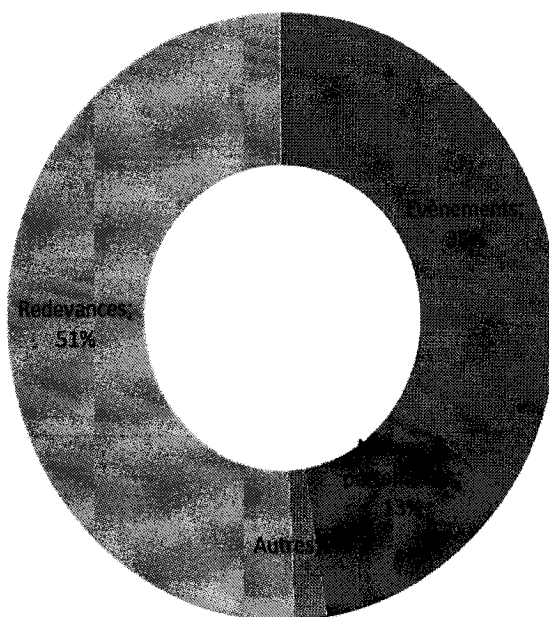
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits et charges d'exploitations

Le chiffre d'affaire se décompose en 4 activités principales, les redevances, les partenariats (y.c. le Naming), les événements et les autres activités.

Les événements sont distingués en deux catégories, les événements d'entreprises (séminaires d'entreprise...), et les grands événements (concerts, matchs de l'UBB, etc.).

Répartition du CA 2017



■ Evénements ■ Naming & partenariats ■ Autres ■ Redevances

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, la société Stade Bordeaux Atlantique a accueilli 5 matchs UBB et 2 concerts.

Tout en garantissant l'accueil des matchs du Club résident (23 matchs en 2017), SBA a également organisé 113 séminaires (contre 130 en 2016), pour un volume de chiffre d'affaires plus important que l'an passé.

Les charges d'exploitation de l'exercice, s'élevant à 24 354 702 €, sont les couts liés à l'exploitation courante de la société. Elles comprennent les dotations aux amortissements pour 8 040 499 €.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Du fait des déficits successifs, le montant du CICE de l'année civile 2016 et 2017 n'a pu être imputé sur l'impôt sur les sociétés.

Effectif moyen

En 2017, l'effectif moyen est de 11 personnes, il ne comprend pas le personnel mis à disposition (personnel intérimaire et personnel détaché ou prêté).

A noter qu'en 2017, 3 personnes étaient mises à disposition de SBA à temps complet par des sociétés des groupes actionnaires.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titres du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titres des autres services	Total par commissaire aux comptes
Deloitte & Associés	20 892	10 150	31 042
			0
Montant total des honoraires	20 892	10 150	31 042

AUTRES INFORMATIONS

Identité des sociétés intégrant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT

Forme : SAS

Au capital de : 110 000 000 Euros

Adresse du siège social :

137 rue du Palais Gallien

33029 BORDEAUX CEDEX

Dénomination sociale : VINCI CONCESSIONS

Forme : SAS

Au capital de : 4 306 925 772 Euros

Adresse du siège social :

9, rue de l'Europe

92851 RUEIL MALMAISON

FAITS MARQUANTS :

Il s'agit du 3^e exercice d'exploitation, mais le 2^e sur 12 mois, et le 1^{er} hors Euro qui avait suspendu l'activité normale de SBA pendant 2 mois.

SBA a accueilli 7 grands événements sur l'année 2017 : 5 matchs UBB, 3 sur la saison 2016/2017 et 2 de la saison 2017/2018. La société d'exploitation a également accueilli ses 2 premiers concerts (Céline Dion le 29 juin et les Vieilles Canailles le 1^{er} juillet 2017).

Ces événements se sont déroulés dans de très bonnes conditions, confirmant la polyvalence des installations du stade et la capacité des équipes d'exploitation à gérer la réception de grands événements.

Suite aux concerts et à des conditions climatiques défavorables au mois de juin, la pelouse du stade a dû être changée courant juillet. Elle a donné entièrement satisfaction lors du début de la saison sportive 2017/2018, et figure dans le TOP 3 du classement des pelouses de la LFP.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Rappels :

Financement du projet

La ville de Bordeaux a eu recours à un contrat de partenariat pour finaliser le projet de construction du nouveau stade de Bordeaux.

Les sociétés FAYAT et VINCI en charge de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et le financement partiel, ont en commun, créé la société exploitante : Stade Bordeaux Atlantique, « SBA ».

S'agissant du financement, outre l'apport des actionnaires, le titulaire du contrat de partenariat reçoit une rémunération de la ville pendant toute la durée du contrat couvrant les coûts suivants :

- *Études et conception*
- *Coûts annexe à la construction*
- *Intérêts intercalaires*
- *Coûts de fonctionnement*
- *Coûts de financement*

Cette rémunération est détaillée dans le contrat de partenariat comme suit (valeur à mai 2011) :

- *Redevance financière R1 de 8.120.179 € HT*
- *Redevance R2 gros entretien renouvellement (GER) de 619.391 € HT*
- *Redevance R3 d'entretien maintenance de 1.464.000 € HT*
- *Redevance R4 de gestion de 954.872 € HT (frais de gestion 364.287 € HT et impôt sur les sociétés 590.585 € HT).*
- *Recettes annexes garanties (RA) tirées de l'exploitation et venant en déduction des redevances dues par la ville, de 4.485.250 € HT*

Suite à la fixation des taux intervenue en avril 2015 (cf. paragraphe ci-dessous), le montant de certaines redevances a été diminué. Les valeurs des redevances en 2017 sont les suivantes :

Redevances	déc.-17	mai-11
Redevance financière R1	6 122 736	8 120 179
Redevance R2 (GER)	665 383	619 391
Redevance R3 (entretien-maintenance)	1 641 919	1 464 000
Redevance R4 (gestion)	890 733	954 872
Sous-total redevances perçues par SBA	9 320 772	11 158 442
RA, recettes annexes garanties	- 4 563 378	- 4 485 250
Sous-total redevances versées par SBA	- 4 563 378	- 4 485 250
Total redevances	4 757 394	6 673 192

La redevance R1 est destinée au remboursement et à la rémunération des financements. Elle se décompose en :

- Redevance R1.1 : redevance financière cédée et acceptée (faisant l'objet d'une cession de créance via un crédit Dailly, conformément à l'article 13 du contrat de partenariat)

- Redevance R1.2 : redevance financière non acceptée (part des coûts d'investissements financée par les fonds propres)
Ces fonds, auxquels se rajoutent une subvention allouée par la ville, le département et la région de 75 millions d'euros et une avance de loyer de 20 millions d'euros, ont complété l'apport des actionnaires pour le financement du projet.

Instruments de couverture

Conformément au contrat de partenariat et plus particulièrement à son article 12.2, SBA a figé les loyers Financiers (R1) et le loyer IS (R4.2) de la Ville de Bordeaux avant la Mise à Disposition de l'ouvrage. La fixation des taux est intervenue le 9 Avril 2015 dans des conditions de marchés optimales avec un taux de swap 30 ans négocié à 72 bp (soit 0,72% + 0,15% de marge de swap et 1,1 % de marge de crédit Dailly = 1,97 %), ce qui représente une économie substantielle par rapport aux charges initiales anticipées par la ville dans le cadre de l'offre.

Dans le cadre de cette opération, SBA a contracté deux swaps de taux (Fixe contre variable, la Dette bancaire étant levée sur la base des taux Euribor 3M) auprès des Banques de Couvertures, identifiées dès la signature du contrat de partenariat : Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local.

Chaque Banque a contracté 50% de l'instrument de couverture pour un montant respectif de 57 160 913 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Activité 2018 :

Forte du succès des concerts organisés en 2017, SBA a pu annoncer en fin d'année l'accueil d'un nouveau concert de taille internationale à l'été 2018 : le groupe américain de rock des Guns N' Roses viendra jouer au stade Matmut ATLANTIQUE le 26 juin 2018.

Dès 2016, la société avait également décroché la réception de la finale de la coupe de la ligue qui aura lieu le 31 mars 2018.

Malgré l'activité soutenue en 2017, SBA devra faire appel à un nouvel apport en compte courant début 2018 pour faire face à ses obligations contractuelles.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	283 351		9 304
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	212 907 279		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	186 088		4 268
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 894 408		61 187
Installations générales, agenc., aménag.	2 038 724		33 594
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	29 279		5 192
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	222 055 779		104 240
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	109 815 195		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	109 815 195		
TOTAL GENERAL	332 154 325		113 544

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			292 655	
Terrains				
Constructions sur sol propre			212 907 279	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			190 356	
Installations techn., matériel et outillages ind.			6 955 594	
Installations générales, agencements divers			2 072 318	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			34 471	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			222 160 019	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	2 826 694		106 988 501	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 826 694		106 988 501	
TOTAL GENERAL	2 826 694		329 441 176	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	72 428	74 250		146 678
Terrains				
Constructions sur sol propre	11 880 032	7 096 909		18 976 941
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	7 651	8 014		15 665
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 143 201	706 019		1 849 220
Installations générales, agenc. et aménag. divers	226 623	146 987		373 610
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 533	8 319		16 852
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 266 040	7 966 249		21 232 289
TOTAL GENERAL	13 338 468	8 040 499		21 378 966

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre			
TOTAL			

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	492 008	462 616	220 245	734 379
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	492 008	462 616	220 245	734 379
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	262 031	132 445	21 455	373 022
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	262 031	132 445	21 455	373 022
TOTAL GENERAL	754 039	595 061	241 699	1 107 401
Dotations et reprises d'exploitation		595 061	241 699	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	106 988 501	106 988 501	
Clients douteux ou litigieux	750 626	750 626	
Autres créances clients	60 611 798	60 611 798	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 036	2 036	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	630 414	630 414	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	32 441	32 441	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	127 374	127 374	
Charges constatées d'avance	22 449	22 449	
TOTAL GENERAL	169 165 640	169 165 640	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	107 557 783	2 958 467	12 745 459	91 853 857
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 153 699	2 153 699		
Personnel et comptes rattachés	127 994	127 994		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	147 079	147 079		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	28 427 164	28 427 164		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	18 051	18 051		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 205	21 205		
Groupe et associés	6 017 479	6 017 479		
Autres dettes	2 091 012	2 091 012		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	157 542 267	157 542 267		
TOTAL GENERAL	304 103 732	199 504 417	12 745 459	91 853 857

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice 2 892 604

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
40800000	Fournisseur factures non parvenues	1 263 745,07	1 191 287,68	72 457,39
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		1 263 745,07	1 191 287,68	72 457,39
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
40840000	Fournisseur factures non parvenues	11 619,08	30 195,07	-18 575,99
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		11 619,08	30 195,07	-18 575,99
AUTRES DETTES				
41980000	Avoirs à établir clients	992 093,56	1 014 886,38	-22 792,82
45580000	Intérêts courus		282 948,06	-282 948,06
45880000	Intérêts courus sur comptes courant	234 530,68		234 530,68
46860000	Divers - charges à payer	1 500,00	2 200,00	-700,00
TOTAL AUTRES DETTES		1 228 124,24	1 300 034,44	-71 910,20
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	Personnel - provision congés payés	33 333,00	20 379,86	12 953,14
42860000	Personnel - autres charges à payer	93 446,00	96 245,36	-2 799,36
42863000	Frais déplacement personnel, pensions	1 215,15		1 215,15
43820000	Cap charges sociales sur congés pay	16 666,80	10 189,93	6 476,87
43860000	Organismes sociaux cha payer	46 722,00	61 089,41	-14 367,41
44860000	État charges à payer	13 567,76	72 944,00	-59 376,24
44861800	Charge à payer C3S	4 483,14		4 483,14
44862000	Chg à payer taxes diverses		1 120,00	-1 120,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		209 433,85	261 968,56	-52 534,71
TOTAL CHARGES A PAYER		2 712 922,24	2 783 485,75	-70 563,51

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2017

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatées d'avance	22 449,06	62 913,41	-40 464,35
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		22 449,06	62 913,41	-40 464,35
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance (FI)	-157 542 267,31	-163 101 951,74	5 559 684,43
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-157 542 267,31	-163 101 951,74	5 559 684,43

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41810000	Clients - factures à établir	596 416,40	402 743,18	193 673,22
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		596 416,40	402 743,18	193 673,22
AUTRES CREANCES				
40980000	Fournisseurs - rrr et avoirs à obte	127 374,20	140 063,00	-12 688,80
43870000	Organismes sociaux pdt à recevoir	2 035,88	6 175,00	-4 139,12
44870000	État produits à recevoir	32 440,89	16 336,38	16 104,51
TOTAL AUTRES CREANCES		161 850,97	162 574,38	-723,41
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		758 267,37	565 317,56	192 949,81

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	9 941 027			1
Actions amorties				0,00
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				0,00
Actions préférentielles				0,00
Parts sociales				0,00
Certificats d'investissements				0,00

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		73 542 499
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		73 542 499
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	3 292 362	
Variations des subventions d'investissement	2 500 000	
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		3 292 362
Résultat de l'exercice	3 339 246	
SOLDE		5 839 246
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		67 703 254

Provisions pour risques et charges

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties donnés aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions, obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	492 008	462 616	220 245		734 379
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL	492 008	462 616	220 245		734 379

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016	%
Loyer R1.1.a redevance financière capital	2 826 694		2 826 694	2 740 553	3,14 %
Loyer R1.1.b redevance financière intérêts	2 166 370		2 166 370	2 227 669	-2,75 %
Loyer R1.1.2 redevances financière non cédé	1 129 672		1 129 672	1 124 052	0,50 %
Loyer R2 redevance GER	665 383		665 383	654 306	1,69 %
Loyer R3 redevance exploitation maintenanc	1 641 919		1 641 919	1 613 022	1,79 %
Loyer R4 redevance de Gestion	890 732		890 732	888 162	0,29 %
Avance sur loyer	666 667		666 667	666 667	
Évènements	6 860 169	15 194	6 875 363	5 970 406	15,16 %
Naming Partenariat et loges	2 511 397		2 511 397	2 768 275	-9,28 %
Autres prestations	367 164		367 164	552 552	-33,55 %

TOTAL	19 726 169	15 194	19 741 363	19 205 663	2,79 %
--------------	-------------------	---------------	-------------------	-------------------	---------------

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Avantages en nature	1 860	
Indemnités journalières	3 085	
Remboursements formations	3 118	
Indemnités assurances	34 342	
Refacturation travaux - frais	901 097	
TOTAL		943 502

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

TOTAL		
-------	--	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

Quote part de subvention virée au résultat	2 500 000	
--	-----------	--

TOTAL		2 500 000
-------	--	-----------

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Déclaration au 31/12/2017

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-5 839 246		-5 839 246
Résultat exceptionnel à court terme	2 500 000		2 500 000
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-3 339 246		-3 339 246

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			-3 339 246
Impôt sur les bénéfices			
RESULTAT AVANT IMPOT			-3 339 246
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires			
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES			
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			-3 339 246

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Indemnités de fin de carrière	3 629					3 629

TOTAL		3 629					3 629
Engagements reçus							
Catégories d'engagements	Total	Accordés par					
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	
Valorisation couverture Swap de taux	4 317 000						4 317 000
Garantie à 1e demande promoteurs	2 000 000				2 000 000		

TOTAL		6 317 000				2 000 000	4 317 000
Engagements réciproques							
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	

TOTAL						
-------	--	--	--	--	--	--

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
VALEUR NETTE					
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs		435 258	2 982		438 240
Exercice en cours		290 172	1 704		291 876
TOTAL		725 430	4 686		730 116
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus		290 172	1 704		291 876
A plus d'un an et moins de 5 ans		459 439			459 439
A plus de cinq ans					
TOTAL		749 611	1 704		751 315
VALEUR RESIDUELLE		17 000			17 000
Montant pris en charge ds exerc.		290 172	1 704		291 876

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif moyen	11	3
TOTAL		11 3

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par Actions Simplifiée

12-14 rue Louis Blériot

92500 Rueil Malmaison

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par Actions Simplifiée

12-14 rue Louis Blériot
92500 Rueil Malmaison

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux associés de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie "Observation", nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil de Surveillance et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de Surveillance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

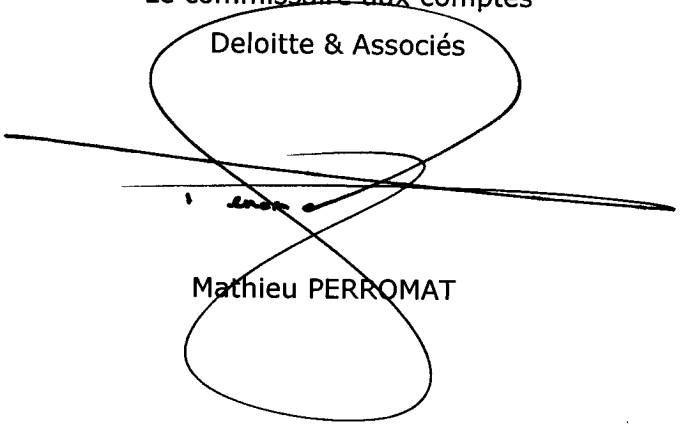
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, le 2 mars 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Mathieu PERROMAT

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

12-14 Rue Louis BLERIOT

92500 RUEIL-MALMAISON

Comptes au 31/12/2017



COMPTES ANNUELS

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	264 253	140 608	123 645	194 821
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	28 402	6 070	22 332	16 102
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	213 097 636	18 992 606	194 105 029	201 205 685
Installations techniques, matériel, outillage	6 955 594	1 849 220	5 106 374	5 751 207
Autres immobilisations corporelles	2 106 789	390 462	1 716 327	1 832 847
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	106 988 501		106 988 501	109 815 195
ACTIF IMMOBILISE	329 441 176	21 378 966	308 062 209	318 815 858
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	13 813		13 813	42 579
Avances et acomptes versés sur commandes	23 901		23 901	8 448
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	61 362 425	373 022	60 989 403	64 929 249
Autres créances	792 265		792 265	1 196 240
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	2 663 051		2 663 051	2 163 652
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	22 449		22 449	62 913
ACTIF CIRCULANT	64 877 903	373 022	64 504 882	68 403 081
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	394 319 079	21 751 988	372 567 091	387 218 939

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 9 941 027)	9 941 027	9 941 027
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-7 231 861	-3 939 499
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-3 339 246	-3 292 362
Subventions d'investissement	68 333 333	70 833 333
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	67 703 254	73 542 499
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	734 379	492 008
PROVISIONS	734 379	492 008
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	107 557 783	110 450 387
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	6 017 479	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	25 726	28 018
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 153 699	2 616 973
Dettes fiscales et sociales	28 720 288	30 109 048
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 205	78 019
Autres dettes	2 091 012	6 800 034
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	157 542 267	163 101 952
DETTES	304 129 459	313 184 432
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	372 567 091	387 218 939

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	19 741 363		19 741 363	19 206 186
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	19 741 363		19 741 363	19 206 186
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 185 203	1 086 860
Autres produits			74	5
PRODUITS D'EXPLOITATION			20 926 640	20 293 051
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			130 060	105 723
Variation de stock (marchandises)			28 766	-11 153
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			13 966 715	13 187 947
Impôts, taxes et versements assimilés			632 780	161 534
Salaires et traitements			500 290	523 663
Charges sociales			239 241	388 473
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			8 040 499	8 016 285
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			132 445	956 150
Dotations aux provisions			462 616	323 020
Autres charges			221 289	4 259
CHARGES D'EXPLOITATION			24 354 702	23 655 901
RESULTAT D'EXPLOITATION			-3 428 062	-3 362 850
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			44	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			44	
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 411 228	2 427 402
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 411 228	2 427 402
RESULTAT FINANCIER			-2 411 184	-2 427 402
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-5 839 246	-5 790 252

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 500 000	2 500 165
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		156
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 500 000	2 500 321
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 443
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		156
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 599
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 500 000	2 498 722
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		832
TOTAL DES PRODUITS	23 426 684	22 793 372
TOTAL DES CHARGES	26 765 930	26 085 734
BENEFICE OU PERTE	-3 339 246	-3 292 362

Annexe

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.
Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général N°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation :

Selon le plan de trésorerie établi, la société SBA sera confrontée à une situation de trésorerie négative non financée à partir du mois de mars 2018. En l'absence d'apport des actionnaires la société ne sera pas en mesure de répondre à ses prochaines échéances. Le procès-verbal du comité de surveillance du 17 novembre 2017, regroupant notamment des représentants des actionnaires, mentionne que les actionnaires accordent un nouvel apport de fonds permettant de répondre à un besoin de 1,5 M€ et que cet apport sera effectif avant la fin du mois de mars 2018. Sur cette base, les comptes ont été établis en appliquant le principe de continuité d'exploitation.

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Coûts d'emprunt

L'option a été prise d'intégrer dans le coût de la construction du stade les frais financiers portés pendant toute la période de la construction. Ces frais sont amortis au rythme de l'immobilisation, soit une durée de 30 ans.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions, mode linéaire :
 - Stade : 30 ans, mode linéaire
 - Equipement (Tv, Écrans géants...) : 10 ans
 - Equipement sportif et pelouse : 12 ans
 - Equipement WIFI HD : 7 ans
 - Mobiliers (Administratif sportif et médias) : 15 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 8 ans ; mode linéaire
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans linéaire
- * Matériel informatique : 2 à 4 ans linéaire
- * Mobilier : 3 à 5 ans

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Sont inscrits en autres immobilisations financières, le reclassement de la créance R1.1.a détenue sur la ville de Bordeaux pour un montant à l'origine de 114 321 826.54€.

Cette créance a fait l'objet d'une mobilisation Dailly auprès des banques Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local.

Les banques ont opposé une garantie au financement de la cession de la créance professionnelle au moyen d'un accord autonome signé par les parties en date du 28 octobre 2011.

Au cours de l'exercice 2017, 2 826 694 € ont été remboursés aux prêteurs, et le montant de la créance à la clôture est de 106 988 502 €.

La contrepartie financière a été comptabilisée au passif du bilan en emprunt et dette pour le même montant soit, 106 988 502 € en fin d'exercice.

Au fur et à mesure des échéances trimestrielles, la ville verse directement la banque « SMBC » le capital et les intérêts de la créance cédée, et verse à SBA la TVA.

Schéma de comptabilisation Dailly

	411 Ville de Bordeaux	164 Emprunt SMBC (Dailly)	512 Banque SMBC	708 Loyer R1	276 Autres immo financières
Cession de créances avr-15		114 321 827	114 321 827		
Facturation des loyers R avr-15	181 497 543				
Virement poste à poste avr-15	114 321 827			151 247 952	114 321 827
A nouveau 2017	61 771 231				
Remboursement emprunt déc-17		2 826 694	109 815 195		109 815 195
Remboursement int Dai déc-17	2 166 370		2 166 370		
Remboursement TVA déc-17	998 613		998 613		
Loyers constaté d'avanc déc-17				137 995 624	
				142 988 688	
Solde au 31/12/2017	58 606 248	106 988 501		4 993 064	106 988 501
	661		4455	487	
	Charges financières		État TVA à décaisser	Pdt Constat avance	
Facturation des loyers R avr-15			30 249 590		
A nouveau 2017					
Remboursement int Dai déc-17	2 166 370		28 597 738	142 988 688	
Produit constaté d'avanc déc-17			998 613	142 988 688	
				137 995 624	
Solde au 31/12/2017	2 166 370		27 599 125	137 995 624	

Stocks de marchandises

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations

fiscales. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du premier entrée, premier sorti (FIFO).

La société SBA à recours à des contrats de partenariat qui lui assurent un prix d'approvisionnement fixe pendant la durée du contrat.

Le stock à la clôture est composé des marchandises achetées auprès de nos partenaires non consommées au 31/12/2017.

Dépréciation des stocks de marchandises

À la clôture de l'exercice, une dépréciation de la valeur du stock est constatée lorsque la valeur d'inventaire des stocks et des en-cours est inférieure à leur valeur d'entrée.

Aucune dépréciation n'est constatée au 31/12/2017.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances brutes figurent à l'actif du bilan pour un montant de 61 362 425 €.

Elles sont principalement composées de la créance de la ville pour sa partie non cédée, dénommée R1.1.b, pour un montant de 58 606 248 € (cf. *schéma comptabilisation Daily page 11*).

Cette créance dont le montant à l'origine de 67 175 716 € a été diminué, conformément à l'échéancier annexé, des paiements intervenus au cours de l'exercice à hauteur de 3 164 983 €.

Les produits excédents l'exercice en cours sont neutralisés au moyen de produits constatés d'avance. (cf. *comptes de régularisation page 14*).

Dépréciation des créances

Les créances liées à des organismes publics ou les créances clients privés grands comptes sont dépréciées de la façon suivante :

- | | |
|--|--------------------------|
| - Créances échues depuis moins de 6 mois | Appréciation cas par cas |
| - Créances échues entre 6 et 12 mois | 50 % |
| - Créances échues depuis + de 12 mois | 100 % |

A la clôture les créances douteuses s'élèvent à 750 626 €, dont 315 137 € facturés à la ville de Bordeaux à l'occasion de l'organisation des matchs de l'Euro 2016. Dans le cadre du litige opposant SBA à la ville sur l'Euro 2016, ces créances ont fait l'objet d'une provision inscrite au bilan pour un montant de 240 114 €.

Sur l'exercice les nouvelles créances douteuses sont principalement liées à la facturation des matchs UBB, dont une partie n'est pas payée à ce jour.

Capital social

Suite à l'intégration de la dette subordonnée en date du 14/12/2015, le capital social s'élève à 9 941 027€. Aucune modification n'est intervenue au cours de l'exercice.

Les actionnaires de SBA sont Fayat SAS à 50% et Vinci Concessions à 50%, depuis que ce dernier a racheté à la société Vinci Construction France les 1% qu'elle possédait.

Subvention d'investissement

La société SBA a reçu une subvention d'investissement de 75 millions d'euros pendant la phase construction. Cette subvention est rapportée au rythme de l'amortissement qu'elle finance, elle est donc reprise au résultat sur la durée du contrat.

Au 31/12/2017, le solde de la subvention est de 68 333 333 € après une reprise annuelle de 2 500 000 €, inscrite en produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés.

Au titre de l'article 11.2.2 du contrat de partenariat signé le 28 octobre 2011, la société SBA reçoit de la ville de Bordeaux une redevance durant la période d'exploitation au titre des gros entretiens et réparations (GER), la redevance R2.

Cette redevance R2 suit un plan de GER annexé au contrat qui prévoit des interventions à partir de la 3^e année d'exploitation (soit le 1^{er} mai 2017).

La société SBA reverse dans le cadre du contrat entretien maintenance (CEM) une partie de cette redevance au mainteneur Vinci énergie (anciennement Vinci Facilities).

Le solde de cette redevance correspond aux travaux assurés par la société SBA. Il fait l'objet d'une dotation au titre des provisions pour grosses réparations.

Conformément au contrat de partenariat, le montant de la provision est versé sur compte ouvert à cet effet auprès de la banque Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe.

La provision s'élève au 31/12/2017 à 734 379 €, après une dotation annuelle de 462 616 €, et une reprise de 220 245 €, liée aux renouvellements effectués dans l'année (changement de pelouse au mois de juillet principalement).

Emprunts et dette financières

Les emprunts au 31/12/2017 s'élèvent à 107 557 783 €, comprenant :

- la contrepartie de la créance financière cédée inscrite en autres immobilisations financières pour un montant de 106 988 502 € (*cf. schéma comptabilisation Dailly page 11*).
- le solde d'un emprunt destiné à financer un investissement supplémentaire (rampes de luminothérapie) pour un montant de 569 281 €.

Compte courant d'associés

Les actionnaires ont en 2015 fait des apports à hauteur de 5 500 000 € en compte courant. Cet apport est rémunéré à 4%.

Les intérêts calculés en 2016 n'ont pas été versés aux actionnaires, mais intégrés en comptes courants, portant leur montant à 5 782 948 €.

Le dépassement de la limite fiscale des intérêts calculés est réintégré au résultat fiscal pour un montant de 137 955 € en 2017.

Dettes fiscales et sociales

Au bilan, le poste des dettes fiscales et sociales s'élève à 28 720 288 € incluant le solde de la TVA des créances R1.1.a, R1.1.b pour 27 599 125 € (*cf. schéma comptabilisation Dailly page 11*).

Comptes de régularisation

Comme évoqué au paragraphe Créances, les produits ne concernant pas l'exercice ont été neutralisés par un produit constaté d'avance de 157 542 267 €.

Ce dernier comprend principalement :

- la créance du loyer R1.1.a, à hauteur de 137 995 625 € (*cf. schéma comptabilisation Dailly page 11*).
- l'avance sur loyer de 20 M€, soit 18 222 222 € au 31/12/2017.

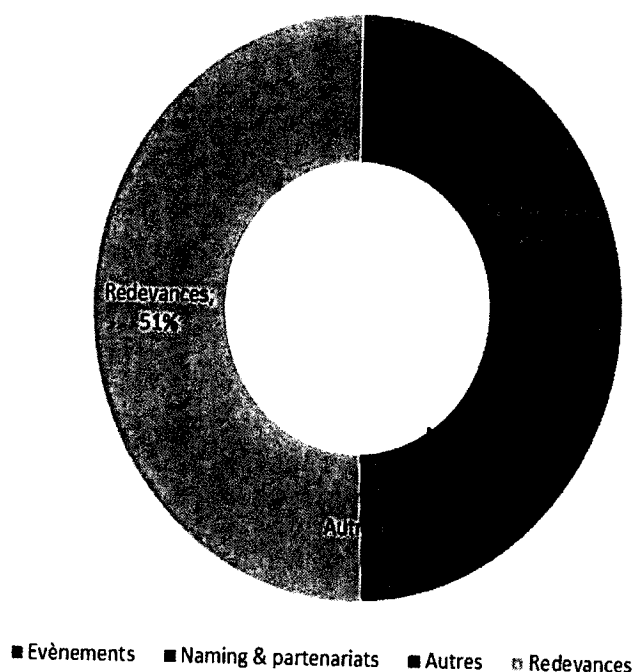
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits et charges d'exploitations

Le chiffre d'affaire se décompose en 4 activités principales, les redevances, les partenariats (y.c. le Naming), les événements et les autres activités.

Les événements sont distingués en deux catégories, les événements d'entreprises (séminaires d'entreprise...), et les grands événements (concerts, matchs de l'UBB, etc.).

Répartition du CA 2017



Pour l'exercice clos au 31 décembre 2017, la société Stade Bordeaux Atlantique a accueilli 5 matchs UBB et 2 concerts.

Tout en garantissant l'accueil des matchs du Club résident (23 matchs en 2017), SBA a également organisé 113 séminaires (contre 130 en 2016), pour un volume de chiffre d'affaires plus important que l'an passé.

Les charges d'exploitation de l'exercice, s'élevant à 24 354 702 €, sont les couts liés à l'exploitation courante de la société. Elles comprennent les dotations aux amortissements pour 8 040 499 €.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par la société de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Du fait des déficits successifs, le montant du CICE de l'année civile 2016 et 2017 n'a pu être imputé sur l'impôt sur les sociétés.

Effectif moyen

En 2017, l'effectif moyen est de 11 personnes, il ne comprend pas le personnel mis à disposition (personnel intérimaire et personnel détaché ou prêté).

A noter qu'en 2017, 3 personnes étaient mises à disposition de SBA à temps complet par des sociétés des groupes actionnaires.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titres du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titres des autres services	Total par commissaire aux comptes
Deloitte & Associés	20 892	10 150	31 042
			0
Montant total des honoraires	20 892	10 150	31 042

AUTRES INFORMATIONS

Identité des sociétés intégrant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT
Forme : SAS
Au capital de : 110 000 000 Euros
Adresse du siège social :
137 rue du Palais Gallien
33029 BORDEAUX CEDEX

Dénomination sociale : VINCI CONCESSIONS
Forme : SAS
Au capital de : 4 306 925 772 Euros
Adresse du siège social :
9, rue de l'Europe
92851 RUEIL MALMAISON

FAITS MARQUANTS :

Il s'agit du 3^e exercice d'exploitation, mais le 2^e sur 12 mois, et le 1^{er} hors Euro qui avait suspendu l'activité normale de SBA pendant 2 mois.

SBA a accueilli 7 grands événements sur l'année 2017 : 5 matchs UBB, 3 sur la saison 2016/2017 et 2 de la saison 2017/2018. La société d'exploitation a également accueilli ses 2 premiers concerts (Céline Dion le 29 juin et les Vieilles Canailles le 1^{er} juillet 2017).

Ces événements se sont déroulés dans de très bonnes conditions, confirmant la polyvalence des installations du stade et la capacité des équipes d'exploitation à gérer la réception de grands événements.

Suite aux concerts et à des conditions climatiques défavorables au mois de juin, la pelouse du stade a dû être changée courant juillet. Elle a donné entièrement satisfaction lors du début de la saison sportive 2017/2018, et figure dans le TOP 3 du classement des pelouses de la LFP.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Rappels :

Financement du projet

La ville de Bordeaux a eu recours à un contrat de partenariat pour finaliser le projet de construction du nouveau stade de Bordeaux.

Les sociétés FAYAT et VINCI en charge de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et le financement partiel, ont en commun, créé la société exploitante : Stade Bordeaux Atlantique, « SBA ».

S'agissant du financement, outre l'apport des actionnaires, le titulaire du contrat de partenariat reçoit une rémunération de la ville pendant toute la durée du contrat couvrant les coûts suivants :

- *Études et conception*
- *Coûts annexe à la construction*
- *Intérêts intercalaires*
- *Coûts de fonctionnement*
- *Coûts de financement*

Cette rémunération est détaillée dans le contrat de partenariat comme suit (valeur à mai 2011) :

- *Redevance financière R1 de 8.120.179 € HT*
- *Redevance R2 gros entretien renouvellement (GER) de 619.391 € HT*
- *Redevance R3 d'entretien maintenance de 1.464.000 € HT*
- *Redevance R4 de gestion de 954.872 € HT (frais de gestion 364.287 € HT et impôt sur les sociétés 590.585 € HT).*
- *Recettes annexes garanties (RA) tirées de l'exploitation et venant en déduction des redevances dues par la ville, de 4.485.250 € HT*

Suite à la fixation des taux intervenue en avril 2015 (cf. paragraphe ci-dessous), le montant de certaines redevances a été diminué. Les valeurs des redevances en 2017 sont les suivantes :

Redevances	déc.-17	mai-11
Redevance financière R1	6 122 736	8 120 179
Redevance R2 (GER)	665 383	619 391
Redevance R3 (entretien-maintenance)	1 641 919	1 464 000
Redevance R4 (gestion)	890 733	954 872
Sous-total redevances perçues par SBA	9 320 772	11 158 442
RA, recettes annexes garanties	- 4 563 378	- 4 485 250
Sous-total redevances versées par SBA	- 4 563 378	- 4 485 250
Total redevances	4 757 394	6 673 192

La redevance R1 est destinée au remboursement et à la rémunération des financements. Elle se décompose en :

- Redevance R1.1 : redevance financière cédée et acceptée (faisant l'objet d'une cession de créance via un crédit Dailly, conformément à l'article 13 du contrat de partenariat)

- Redevance R1.2 : redevance financière non acceptée (part des coûts d'investissements financée par les fonds propres)
Ces fonds, auxquels se rajoutent une subvention allouée par la ville, le département et la région de 75 millions d'euros et une avance de loyer de 20 millions d'euros, ont complété l'apport des actionnaires pour le financement du projet.

Instruments de couverture

Conformément au contrat de partenariat et plus particulièrement à son article 12.2, SBA a figé les loyers Financiers (R1) et le loyer IS (R4.2) de la Ville de Bordeaux avant la Mise à Disposition de l'ouvrage. La fixation des taux est intervenue le 9 Avril 2015 dans des conditions de marchés optimales avec un taux de swap 30 ans négocié à 72 bp (soit 0,72% + 0,15% de marge de swap et 1,1 % de marge de crédit Dailly = 1,97 %), ce qui représente une économie substantielle par rapport aux charges initiales anticipées par la ville dans le cadre de l'offre.

Dans le cadre de cette opération, SBA a contracté deux swaps de taux (Fixe contre variable, la Dette bancaire étant levée sur la base des taux Euribor 3M) auprès des Banques de Couvertures, identifiées dès la signature du contrat de partenariat : Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local.

Chaque Banque a contracté 50% de l'instrument de couverture pour un montant respectif de 57 160 913 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Activité 2018 :

Forte du succès des concerts organisés en 2017, SBA a pu annoncer en fin d'année l'accueil d'un nouveau concert de taille internationale à l'été 2018 : le groupe américain de rock des Guns N' Roses viendra jouer au stade Matmut ATLANTIQUE le 26 juin 2018.

Dès 2016, la société avait également décroché la réception de la finale de la coupe de la ligue qui aura lieu le 31 mars 2018.

Malgré l'activité soutenue en 2017, SBA devra faire appel à un nouvel apport en compte courant début 2018 pour faire face à ses obligations contractuelles.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	283 351		9 304
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	212 907 279		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	186 088		4 268
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 894 408		61 187
Installations générales, agenc., aménag.	2 038 724		33 594
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	29 279		5 192
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	222 055 779		104 240
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	109 815 195		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	109 815 195		
TOTAL GENERAL	332 154 325		113 544

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			292 655	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			212 907 279	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			190 356	
Installations générales, agencements divers			6 955 594	
Matériel de transport			2 072 318	
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers			34 471	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			222 160 019	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 826 694		106 988 501	
TOTAL GENERAL	2 826 694		329 441 176	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	72 428	74 250		146 678
Terrains				
Constructions sur sol propre	11 880 032	7 096 909		18 976 941
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	7 651	8 014		15 665
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 143 201	706 019		1 849 220
Installations générales, agenc. et aménag. divers	226 623	146 987		373 610
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 533	8 319		16 852
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 266 040	7 966 249		21 232 289
TOTAL GENERAL	13 338 468	8 040 499		21 378 966

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre		
TOTAL		

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	492 008	462 616	220 245	734 379
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	492 008	462 616	220 245	734 379
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	262 031	132 445	21 455	373 022
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	262 031	132 445	21 455	373 022
TOTAL GENERAL	754 039	595 061	241 699	1 107 401
Dotations et reprises d'exploitation		595 061	241 699	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	106 988 501	106 988 501	
Clients douteux ou litigieux	750 626	750 626	
Autres créances clients	60 611 798	60 611 798	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 036	2 036	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	630 414	630 414	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	32 441	32 441	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	127 374	127 374	
Charges constatées d'avance	22 449	22 449	
TOTAL GENERAL	169 165 640	169 165 640	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	107 557 783	2 958 467	12 745 459	91 853 857
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 153 699	2 153 699		
Personnel et comptes rattachés	127 994	127 994		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	147 079	147 079		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	28 427 164	28 427 164		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	18 051	18 051		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 205	21 205		
Groupe et associés	6 017 479	6 017 479		
Autres dettes	2 091 012	2 091 012		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	157 542 267	157 542 267		
TOTAL GENERAL	304 103 732	199 504 417	12 745 459	91 853 857

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

2 892 604

Charges à payer

Déclaration au 31/12/2017

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40800000	Fournisseur factures non parvenues	1 263 745,07	1 191 287,68	72 457,39
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		1 263 745,07	1 191 287,68	72 457,39
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
40840000	Fournisseur factures non parvenues	11 619,08	30 195,07	-18 575,99
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		11 619,08	30 195,07	-18 575,99
AUTRES DETTES				
41980000	Avoirs à établir clients	992 093,56	1 014 886,38	-22 792,82
45580000	Intérêts courus		282 948,06	-282 948,06
45880000	Intérêts courus sur comptes courant	234 530,68		234 530,68
46860000	Divers - charges à payer	1 500,00	2 200,00	-700,00
TOTAL AUTRES DETTES		1 228 124,24	1 300 034,44	-71 910,20
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	Personnel - provision congés payés	33 333,00	20 379,86	12 953,14
42860000	Personnel - autres charges à payer	93 446,00	96 245,36	-2 799,36
42863000	Frais déplacemt personnel, pensions	1 215,15		1 215,15
43820000	Cap charges sociales sur congés pay	16 666,80	10 189,93	6 476,87
43860000	Organismes sociaux cha payer	46 722,00	61 089,41	-14 367,41
44860000	État charges à payer	13 567,76	72 944,00	-59 376,24
44861800	Charge à payer C3S	4 483,14		4 483,14
44862000	Chg à payer taxes diverses		1 120,00	-1 120,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		209 433,85	261 968,56	-52 534,71
TOTAL CHARGES A PAYER		2 712 922,24	2 783 485,75	-70 563,51

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2017

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatées d'avance	22 449,06	62 913,41	-40 464,35
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		22 449,06	62 913,41	-40 464,35
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance (FI)	-157 542 267,31	-163 101 951,74	5 559 684,43
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-157 542 267,31	-163 101 951,74	5 559 684,43

Produits à recevoir

Déclaration au 31/12/2017

Compte	Libellé	31/12/2017	31/12/2016	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41810000	Clients - factures à établir	596 416,40	402 743,18	193 673,22
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		596 416,40	402 743,18	193 673,22
AUTRES CREANCES				
40980000	Fournisseurs - rrr et avoirs à obte	127 374,20	140 063,00	-12 688,80
43870000	Organismes sociaux pdt à recevoir	2 035,88	6 175,00	-4 139,12
44870000	État produits à recevoir	32 440,89	16 336,38	16 104,51
TOTAL AUTRES CREANCES		161 850,97	162 574,38	-723,41
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		758 267,37	565 317,56	192 949,81

Composition du capital social

Déclaration au 31/12/2017

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	9 941 027			1
Actions amorties				0,00
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				0,00
Actions préférentielles				0,00
Parts sociales				0,00
Certificats d'investissements				0,00

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		73 542 499
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		73 542 499
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	3 292 362	
Variations des provisions réglementées	2 500 000	
Autres variations		
Résultat de l'exercice		3 292 362
	3 339 246	
SOLDE		5 839 246
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		67 703 254

Provisions pour risques et charges

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties donnés aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions, obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	492 008	462 616	220 245		734 379
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL	492 008	462 616	220 245		734 379

Ventilation du chiffre d'affaires

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016	%
Loyer R1.1.a redevance financière capital	2 826 694		2 826 694	2 740 553	3,14 %
Loyer R1.1.b redevance financière intérêts	2 166 370		2 166 370	2 227 669	-2,75 %
Loyer R1.1.2 redevances financière non cédée	1 129 672		1 129 672	1 124 052	0,50 %
Loyer R2 redevance GER	665 383		665 383	654 306	1,69 %
Loyer R3 redevance exploitation maintenance	1 641 919		1 641 919	1 613 022	1,79 %
Loyer R4 redevance de Gestion	890 732		890 732	888 162	0,29 %
Avance sur loyer	666 667		666 667	666 667	
Évènements	6 860 169	15 194	6 875 363	5 970 406	15,16 %
Naming Partenariat et loges	2 511 397		2 511 397	2 768 275	-9,28 %
Autres prestations	367 164		367 164	552 552	-33,55 %

TOTAL	19 726 169	15 194	19 741 363	19 205 663	2,79 %
-------	------------	--------	------------	------------	--------

Transfert de charges

Déclaration au 31/12/2017

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Avantages en nature	1 860	
Indemnités journalières	3 085	
Remboursements formations	3 118	
Indemnités assurances	34 342	
Refacturation travaux - frais	901 097	
TOTAL		943 502

Charges et produits exceptionnels

Déclaration au 31/12/2017

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

TOTAL		
-------	--	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

Quote part de subvention virée au résultat	2 500 000	
--	-----------	--

TOTAL	2 500 000	
-------	-----------	--

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Déclaration au 31/12/2017

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-5 839 246		-5 839 246
Résultat exceptionnel à court terme	2 500 000		2 500 000
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-3 339 246		-3 339 246

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Déclaration au 31/12/2017

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			
Impôt sur les bénéfices			-3 339 246
RESULTAT AVANT IMPOT			-3 339 246
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires			
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES			
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			-3 339 246

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
	TOTAL ACCROISSEMENTS
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
	TOTAL ALLEGEMENTS
	SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
	SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Engagements donnés et reçus

Déclaration au 31/12/2017

Catégories d'engagements	Total	Engagements donnés				
		Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Indemnités de fin de carrière	3 629					3 629

TOTAL		3 629					3 629
		Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par					
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	
Valorisation couverture Swap de taux	4 317 000						4 317 000
Garantie à 1e demande promoteurs	2 000 000					2 000 000	

TOTAL		6 317 000			2 000 000		4 317 000
		Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	

TOTAL							
-------	--	--	--	--	--	--	--

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
VALEUR NETTE					
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs		435 258	2 982		438 240
Exercice en cours		290 172	1 704		291 876
TOTAL		725 430	4 686		730 116
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus		290 172	1 704		291 876
A plus d'un an et moins de 5 ans		459 439			459 439
TOTAL		749 611	1 704		751 315
VALEUR RESIDUELLE					
		17 000			17 000
Montant pris en charge ds exerc.		290 172	1 704		291 876

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif moyen	11	3
TOTAL		
	11	3

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE
Société par actions simplifiée au capital de 9 941 027 Euros
Siège social : 12-14 rue Louis Blériot, 92500 Rueil Malmaison
535 010 276 RCS NANTERRE

ACTE UNANIME DES ASSOCIES
EN DATE DU 16 MARS 2018

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

La collectivité des associés, après avoir constaté que les comptes de l'exercice 2017, font apparaître une perte de (3 339 245) Euros, décide, sur proposition du Comité de Surveillance, d'affecter la perte de l'exercice au compte « report à nouveau » dont le solde débiteur de (7 231 860) Euros au 31 décembre 2016 après affectation, se trouvera porté à (10 571 105) Euros au 31 décembre 2017 après affectation.

Conformément à la réglementation en vigueur, la collectivité des associés prend acte qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée, au titre des trois derniers exercices de la société.

Certifiée conforme
Par le Président,

Monsieur Bernard HAGELSTEEN

